

Dernier avatar en date de la dérive vers la privatisation de nos organismes de recherche, la création de l'Accélérateur de Biotechnologies Agronomiques¹

(pour un coût initial de 500.000€) met le portefeuille de compétences de l'INRA à la disposition d'une société de capital risque privée. **ABA** est une société créée avec des fonds publics qui auraient du servir à développer nos recherches. Elle implique désormais directement notre institut dans les opérations spéculatives, essentiellement contrôlées par **Natixis**, groupe bancaire qui s'est récemment rendu célèbre et n'en finit plus de défrayer la chronique des effets de la cupidité et de la crédulité de dirigeants para publics tout acquis aux valeurs de l'argent roi.

L'INRA s'engage à proposer des projets industriels que l'investisseur sélectionnera en fonction de ses propres critères. Suite à cette sélection, le porteur de projet, qui est un fonctionnaire de l'INRA, recevra pour son projet et au sein de son laboratoire des moyens supplémentaires pour monter son entreprise, mais sous le contrôle permanent de ABA à qui il ne cesserait de rendre des comptes avant une éventuelle émergence en société pleinement indépendante. Même si cette opération, du fait de son coût encore limité, a tous les aspects d'une expérimentation d'un nouveau mode de développement de l'innovation à l'INRA, elle est emblématique de la pensée qui anime la direction de l'institut.

Il est certain que si ce pillage de savoirs faire et de fonds publics au privé s'avérait un "succès", on verrait se développer rapidement ce type d'opération. Elle lie davantage encore l'effort public de recherche au favoritisme qui règne dans les conseils d'administrations des banques. Le partenariat exclusif, ciblé sur un

projet à court terme qui introduit la logique marchande au sein de nos équipes devient peu à peu le mode dominant de production des connaissances.

Dénoncer la mise de la recherche publique au service d'intérêts privés n'est donc pas un slogan creux contre une menace fantasmatique.

Avec l'accroissement sans précédent du **Crédit Impôt Recherche**, après le lancement des **pôles de compétitivité** (qui permettent d'optimiser les bassins d'innovation et d'emploi au service de la compétitivité des entreprises privées), du **Pacte « contre » la recherche** (qui a mis en place l'Agence Nationale pour la Recherche, **ANR**, et l'Agence pour l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur, **AERES**²) et de la Loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (**LRU** qui instaure la logique managériale et généralise la compétition entre les établissements d'enseignement supérieur), l'INRA prend sa place dans cette entreprise de démolition menée depuis plusieurs années par le gouvernement.

Les entrepreneurs représentés au Conseil Scientifique de l'INRA ne s'embarrassent pas de langue de bois et dénoncent l'incapacité actuelle du système public de formation et de recherche à satisfaire leurs appétits. Un document largement diffusé³ montre comment l'INRA accomplit son engagement **au service des entreprises** afin de les aider dans la compétition internationale⁴. La direction générale de l'INRA semble fière de l'accroissement du nombre de contrats avec les entreprises (+ 47% en 8 ans) au détriment de la

¹ Structure privée qui a pour but de valoriser un savoir faire, un procédé, un projet d'un chercheur en lui donnant des moyens supplémentaires au sein de son laboratoire, puis de créer son entreprise. Le succès de l'opération limitée à quatre ans est signalé par la mise en bourse de la start up ainsi créée. L'INRA s'est engagé à présenter dix projets par an au Conseil d'Administration de la société ABA, dans lequel les institutions publiques sont minoritaires. Sur ces dix projets, ABA s'engage à en accompagner 2 sélectionnés par son CA. Outre les fonds INRA, on y trouve ceux d'une société sans aucune expérience dans nos domaines et qui appartient essentiellement à Natixis.

² Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, ou AERES : orientée directement par le gouvernement, cette agence vise à substituer aux critères de validation et d'évaluation classique des recherches scientifiques, des critères d'utilité pour la compétitivité des entreprises. Ses jugements servent aux restructurations prévues par l'Etat comme par exemple la dissolution de l'INSERM en tant qu'agence d'objectifs et sa conversion en agence de moyens.

³ Partenariat économique, transfert et innovation. Chiffres clés 2007. http://www.inra.fr/les_partenariats/collaborations_et_partenaires/entreprises/chiffres_cles/chiffres_2007

⁴ Ce texte d'ailleurs se satisfait de la résistance du secteur alimentaire dans la tourmente économique mondiale. On relèvera qu'il y a quelque cynisme à se réjouir du fait qu'alors que les prix des denrées explosent, les marges des grandes sociétés agroalimentaires ne connaissent pas la crise.

dotation d'Etat reconductible. En 2007, les sociétés anonymes ont financé l'INRA autant que les régions ! Le document affiche aussi la satisfaction de la DG devant la croissance des **brevets**, forcée d'admettre toutefois la progression identique des coûts de protection de ce type de propriété intellectuelle. Cela au détriment de formes de reconnaissance pourtant beaucoup plus ouvertes et moins coûteuses (comme le Certificat d'Obtention Variétale, COV, dans le domaine de l'amélioration des plantes par exemple⁵). C'est aussi dans ce cadre que la direction se félicite de **l'implication croissante et au plus haut niveau, des grands groupes dans l'élaboration de la stratégie de recherche de l'Institut.**

Tout cela relève pourtant d'une politique scientifique fondée sur un dogme qui voudrait que seul le privé soit efficace et créateur d'emplois, tandis que les investissements publics ne seraient que des coûts... dogme qui par ailleurs s'effondre de toutes parts. Pour la DG plus que jamais la demande sociale n'est pas mieux exprimée que par un marché dominé par quelques grands groupes industriels. Cette politique contribue ainsi à approfondir la crise générale de la recherche scientifique et technique.

Déjà dans le passé, que ce soit lors de signature de contrats exclusifs avec des multinationales de la distribution de l'agrochimie ou de l'agro-alimentaire, nous avons dénoncé le caractère naïf et dangereux de la démarche.

Structurer dans **Génoplante** l'ensemble de disciplines comme la biologie et génétique végétale, par exemple, autour d'un projet industriel de production de brevets, en nouant une alliance avec **Aventis** sans aucun contrôle, c'était se livrer sans ressource à la stratégie de ce groupe. On a vu ce qu'il advint des sciences de la vie chez le partenaire en question : vente de sa division *Crop Science* à **Bayer** et dérobade de ce dernier face aux engagements « stratégiques » INRA-privés dans le cadre de Génoplante. **Un des aspects les plus néfastes de cette démarche a été de rejeter aux marges du progrès génétiques les sociétés françaises de moindre taille qui jusqu'alors bénéficiaient comme les autres des connaissances acquises par l'INRA. La**

⁵ Comment les brevets continuent à gangrener les progrès des connaissances en biologie et en génétique : notre analyse (juin 2009) : http://www.inra.cgt.fr/actions/conseil-scientifique/Semences_ogm_brevets_Fnaf_CgtInra.pdf

logique des pôles de compétitivité est la même et accentue cette sélection malsaine dans notre tissu industriel.

Moins de 10 ans après Génoplante, la DG implique massivement l'INRA dans **Vitagora**, un pôle de compétitivité⁶ situé à Dijon, au service d'**Unilever**, le vrai créateur de l'opération. Pourtant ce dernier a décidé de faire des profits ailleurs. Il a liquidé des centaines d'emplois en Bourgogne. Soulagé par l'INRA qui prenait en charge des opérations de recherche et de développement, Unilever a fermé son propre centre de recherche de Dijon en décembre 2008. Unilever qui a pourtant fait 5,29 milliards d'euros de bénéfices en 2008 et dont le montant des dividendes versés avait atteint 750 millions d'euros en 2006⁷... Dans le domaine de l'alimentation toujours, on voit l'INRA signer une **convention nationale avec Nestlé**, évidemment dominant dans son secteur, et qui prend ainsi un rôle considérable dans l'orientation de certains départements de recherche de l'INRA, notamment dans celle du département « Alimentation Humaine » (AlimH).

Dans un autre domaine, la direction de l'INRA impose également aux chercheurs de travailler pour **Groupama** sur les assurances agricoles et de signer avec ce groupe un contrat portant sur la modélisation des impacts climatiques. Ce programme était auparavant développé avec le Ministère de l'Agriculture, dans le cadre d'une politique publique d'aides aux territoires frappés par les calamités agricoles⁸. Ayant décidé de laisser la place aux sociétés d'assurances, l'Etat a aussi choisi d'y engager l'expertise unique de l'Institut.

Ce dévoiement de nos missions met en péril les recherches proprement scientifiques de l'INRA et le développement de ses compétences. Cela met aussi en jeu sa crédibilité vis-à-vis du monde agricole. Voici l'INRA embarqué dans l'accroissement des inégalités entre agriculteurs, au lieu de contribuer à la juste protection de tous.

⁶ *L'ambition de VITAGORA est de constituer un référent incontournable dans le débat, de la recherche et de l'innovation sur l'alimentation tout au long de la vie, de la petite enfance au seniors, au niveau mondial. Faisant entendre sa voix à l'occasion d'événements majeurs, dont certains sont organisés à Dijon (le Congrès International Goût-Nutrition-Santé), Vitagora vise également à devenir un portail d'avant-garde au niveau international, utilisé tant par les grands groupes que par les PME innovantes" :*

⁷ <http://www.vitagora.com/fr/vitagora/presentation-522.aspx>

⁸ <http://www.cgt-unilever-hpc-france.com/>

⁸ L'évaluation de l'impact des accidents climatiques sur les rendements, nécessaire à l'établissement juste des aides aux agriculteurs dans les régions frappées, était du ressort du ministère de l'agriculture. Ce dernier a supprimé ce service, au profit du secteur privé, sous forme de contrat d'assurance. Seuls les agriculteurs qui en ont les moyens pourront désormais y accéder.

Si elle n'en est pas complice, quand la direction de l'INRA comprendra-t-elle que sa politique de partenariats accompagne et aggrave la stratégie des grands groupes qui systématiquement réduisent l'emploi pour les profits ? Quand la direction de l'INRA cessera-t-elle alors de se faire l'instrument aveugle d'une politique économique qui mène des régions à la ruine et des familles entières à la précarité, qui dépeuple nos territoires tandis qu'elle accumule pour un temps de plus en plus court l'essentiel des efforts d'investigation sur quelques créneaux rentables à court terme ?

Ce ne sont là que quelques exemples d'une politique en réalité systématique. A chaque fois, on constate au passage le mépris pour l'opinion des agents qui à la base manifestent souvent lassitude et exaspération devant ce détournement de plus en plus fréquent de leurs aspirations. La démotivation pour le travail bien fait et le service public s'installent hélas dans bien des services.

Le volet social de cette politique, qui est l'individualisation des traitements et la marginalisation des structures collectives d'arbitrage, n'est pas pour rien dans le développement de ce qu'on appelle le développement de la "souffrance au travail". Naturellement, la Direction Générale n'est pas seule et son autonomie est limitée par la politique gouvernementale de recherche qui, directement à travers son intervention dans la gestion des organismes et indirectement avec l'ANR et l'AERES, lui impose sa politique. Mais au lieu de la propagande gouvernementale, les chercheurs de l'INRA attendent davantage de soutien dans la défense du service public et pour le maintien d'une distance critique, fondamentale en sciences, vis-à-vis de ceux qu'on appelle pudiquement les « porteurs d'enjeux » et qui dans notre société ne masquent qu'une logique, celle du capital financier. **Les agents attendent de leurs directions et tutelles l'indépendance financière et intellectuelle requises à la conduite de travaux véritablement scientifiques.**

Rappelons d'ailleurs plus largement que la crise de l'enseignement et de la recherche scientifiques est aussi celle d'une **désaffectation massive des jeunes pour les métiers de la recherche.** Elle est principalement due, certes, aux insuffisances graves des carrières auxquelles ouvrent nos métiers. Mais elle est aussi une crise d'identité tout aussi grave de la pensée scientifique elle-même : la mise de la recherche au service des intérêts de plus en plus exclusifs de l'industrie et des intérêts privés ne peut plus attirer des jeunes

principalement motivés par l'avancée des connaissances et la contribution au bien public.

Non, la compétition entre tous pour le succès des entreprises et du marché n'attire décidément pas les jeunes esprits scientifiques.

Déjà largement confisquée par la technocratie de la direction, la recherche agronomique échappera un peu plus au nécessaire contrôle de ses personnels car avec en plus la mise en place du Consortium-EPCS, chercheurs et ITA précarisés seront tout juste confinés à des tâches d'exécution dans des projets à court terme au profit d'intérêts privés.

Les structures de partage équitable des produits de la recherche agronomique ont permis à l'agriculture française d'accéder très rapidement aux connaissances lui permettant de se maintenir comme une des plus efficaces au monde. C'est la structure même de ce réseau qui est en cours d'effondrement organisé.

En convergence⁹ avec les salariés des autres secteurs de la sphère agro alimentaire, la CGT-INRA, défend une tout autre vision de la recherche et s'oppose aux projets qui visent à asservir la recherche publique agronomique aux intérêts privés.

La CGT-INRA :

- demande des comptes sur l'utilisation des recherches et innovations produites dans le secteur public et un audit sérieux contradictoire et indépendant de la politique partenariale de l'INRA conduite depuis 1997¹⁰,
- réclame le contrôle total des orientations de recherche par les chercheurs au sein d'instances statutaires aux prérogatives restaurées et dans lesquelles les agents ont une voix prépondérante dans les choix,
- et s'associe aux organisations de la CGT qui réclament la nationalisation des grands groupes agissant sur le territoire national. Car il s'agit du moyen principal pour assurer l'efficacité sociale des innovations développées dans le cadre de la recherche publique.

⁹ Des enjeux agricoles et alimentaires à relever Analyses et propositions CGT. (mai 2008) : <http://www.inra.cgt.fr/actualites/enjeux-agricoles-mai2008.pdf>.

¹⁰ En 1997, tandis que se réduisait déjà le nombre de départements de recherche, la politique de l'INRA a été concentrée dans les mains du seul collège de direction créé alors et qui a lancé l'organisme dans une course folle aux accords contractuels exclusifs avec des entités soumises aux marchés financiers. AUCUNE évaluation sérieuse de cette politique concernant le bilan socio économique n'en a été faite.